



Luxembourg, le 6 décembre 2017

Green Finance Luxembourg – entre annonces et réalité!

Les fonds d'investissements publics ont besoin d'une stratégie vraiment durable

Face à une stratégie toujours défailante en matière d'investissements durables et équitables de la part des Fonds publics nationaux, comme le Fonds des Pensions (FDC) ou le Fonds Souverain Intergénérationnel (FSIL), la plateforme d'ONG VotumKlima a demandé conseil à un grand connaisseur en éthique et futur retraité, le Saint-Nicolas lui-même !

Le saint homme et bienfaiteur, préoccupé d'apprendre que ces Fonds investissaient encore dans l'industrie nucléaire, l'industrie du charbon ainsi que dans des multinationales peu respectueuses des droits de l'homme, a décidé d'en savoir plus. C'est pourquoi il est venu questionner les ministres luxembourgeois responsables Romain Schneider (Sécurité sociale) et Pierre Gramegna (Finances) en marge du conseil de gouvernement du 6 décembre.

Le « Kleeschen » - même s'il s'est montré satisfait de certaines déclarations et décisions des ministres, respectivement d'initiatives prises par le FDC – a pointé du doigt les incohérences persistantes dans la politique gouvernementale :

Ainsi, lors de la COP23, la conférence de l'ONU sur les changements climatiques début novembre, le Luxembourg a mis en avance l'évolution de sa place financière vers la durabilité et les finances « vertes ». Lors de leurs interventions, le Ministre des Finances Pierre Gramegna tout comme la Ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg y ont insisté sur les nouveaux instruments financiers mis en place tels que le « Climate Finance Accelerator », « Luxflag » ou encore le « Green Stock Exchange ».

Il est évident que la plateforme VotumKlima et le Saint Nicolas saluent toutes les initiatives ayant comme but de rendre les marchés financiers internationaux plus durables, plus justes et plus respectueux du climat. Que le Luxembourg et sa place financière jouent un rôle positif dans ce mouvement ne doit néanmoins pas occulter les déséquilibres énormes qui subsistent entre finances « durables » et finances « classiques »¹.

Mais que ce même Etat luxembourgeois qui soutient la transformation de la place financière - et utilise celle-ci à des fins de « nation branding » - ne soit pas en mesure d'accorder ses propres investissements à des critères de durabilité, ne peut faire que douter de la crédibilité des propos officiels.

- Le Fonds des Pensions luxembourgeois (FDC) – malgré quelques initiatives louables - ne dispose toujours pas d'un mandat politique lui permettant de sortir des secteurs

particulièrement nocifs au climat et à l'environnement – comme le charbon ou l'industrie nucléaire. Ceci devient de plus en plus urgent puisque la ministre Carole Dieschbourg a annoncé que notre pays rejoignait la « Powering Past Coal Alliance », une alliance de 27 Etats s'engageant pour la sortie du charbon.

Le contrôle des firmes multinationales quant à d'éventuelles violations des droits de l'homme se fait également de manière beaucoup trop superficielle par le FDC et ses mandataires, comme le prouve une récente publication² de VotumKlima. Le Ministre de la Sécurité sociale Romain Schneider est dans la responsabilité, en tant que ministre de tutelle, d'y remédier. Des exemples concrets, venant p.ex. de la Norvège ou de la Suède, prouvent que les investissements étiques et durables sont tout à fait compatibles avec de bons rendements financiers.

- Le « Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) » – mis en place par le gouvernement actuel afin de préparer financièrement notre pays aux défis futurs - ne semble aucunement tenir compte des grands défis que sont le changement climatique et le développement durable. C'est du moins ce qu'on lit entre les lignes dans la réponse du ministre Pierre Gramegna à une question parlementaire de „déli Lénk“, ce fonds ne disposant apparemment d'aucun critère étiue ou environnemental pour ses investissements. Tout ce qui semble compter, c'est un rendement maximal en prenant un risque minimal. Donc le charbon, le nucléaire, l'huile de palme ou les bombes, tout est bon à prendre. En fait, au lieu de préparer les futures générations aux défis à venir, ce fonds contribue par son comportement à amplifier ces défis. VotumKlima est d'avis que ces investissements publics doivent être soumis à des conditions éthiques et en appelle au Ministre des Finances Pierre Gramegna!

Le Saint-Nicolas a exhorté les deux ministres Pierre Gramegna et Romain Schneider à mettre en place l'année prochaine des structures et stratégies d'investissement capables de garantir la durabilité de tous les investissements à travers les fonds publics.

Sinon, il reviendra les voir l'année prochaine ... et cette fois non pas avec des sucreries !

VotumKlima – plus d'infos:

Martina Holbach, Greenpeace Luxembourg martina.holbach@greenpeace.org

Dietmar Mirkes, ASTM dietmar@astm.lu

Carole Reckinger, Caritas Luxembourg carole.reckinger@caritas.lu

Paul Polfer, Mouvement Ecologique paul.polfer@oeko.lu

Christopher Marc Lilyblad, Cercle de Coopération des ONGD du Luxembourg christopher.lilyblad@cercle.lu

Ekkehart Schmidt, etika e.schmidt-fink@etika.lu

¹ Actuellement, il n'y a pas de standard unanimement reconnu sur ce qui est un instrument financier «vert» respectivement «durable». Une indication sur leur présence réduite se trouve néanmoins dans les chiffres avancés par «Luxembourg for Finance» et la bourse «Luxembourg Green Exchange»: d'après eux, la valeur cumulée des «Green Bonds» se porte à environ 63 milliards d'euros. Dans les «Fonds SRI», on retrouve 183 milliards d'euros supplémentaires. Ces chiffres sont à mettre en relation avec les 4000 milliards d'euros domiciliés dans l'industrie des fonds d'investissement luxembourgeoise.

² VotumKlima: Le Fonds de Pension Luxembourgeois et les Droits Humains – mai 2017